



Les élites allemandes. Des intérêts communs avec Donald Trump...

Xavier Dupret

août 2018

17.461 signes

L'antipopulisme est à la mode. Tout comme le populisme, d'ailleurs. Ces deux courants de « pensée » s'appellent mutuellement comme l'avvers et le revers d'une même médaille. Le spectacle de cette confrontation sociopolitique à la mode, et d'après certains spécialistes, appelée à se généraliser dans les années à venir¹, revêt l'apparence d'un effet miroir. De récentes prises de position dans les média francophones concernant le protectionnisme nous le prouvent à l'envi.

On retrouve des deux côtés du miroir les mêmes absolutismes et la même volonté de régenter le monde à partir de slogans. Le miroir inverse la gauche et la droite. Mais jamais le haut et le bas. C'est précisément à cette déconstruction des perspectives que cette analyse entend, à sa modeste échelle, contribuer.

Attraction des opposés

C'est bien connu. Les extrêmes se touchent. La chose a pu se vérifier lors de la rencontre dans un studio de la radio entre un responsable d'ONG et un banquier d'affaires. On aurait pu s'attendre à une franche (et saine) opposition des points de vue entre des hommes présentant

¹ Rouquié, A, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Seuil, Paris, 2016.

des positionnements *a priori* fort distincts. En lieu et place d'un débat sur le retour du protectionnisme (qui est antérieur à Donald Trump), les deux invités ont communié dans un bel exercice de lapidation. Quitte à être démentis, ensuite, par les faits. Examen des pièces du dossier.

On sera, tout d'abord, surpris de constater une convergence de vues entre un leader altermondialiste et un banquier concernant les ennuis des Etats-Unis. Ainsi, nos deux compères estimaient, sur un mode complice, que le problème des Etats-Unis réside fondamentalement dans un manque d'épargne. « Ce n'est donc pas en imposant des tarifs douaniers que les Etats-Unis pourront résorber leur déficit extérieur, mais en adoptant des politiques incitant les agents économiques à consommer moins et à épargner plus »².

On sera surpris de lire sous la plume d'un altermondialiste keynésien (autoproclamé) une ode à l'épargne, parée, pour le coup, de vertus stabilisatrices. Disons-le tout net. On ne peut écrire ce genre de choses et se définir comme keynésien. Il faut choisir. Pour nous en convaincre, relisons Keynes. On doit au célèbre économiste Joseph Schumpeter l'idée que Keynes a fait de « l'épargne le méchant de la pièce ». Ce faisant, Keynes aurait mis à mal « le dernier pilier de l'argumentation bourgeoise »³. Bigre. On ne peut raisonnablement se proclamer keynésien et passer au-dessus de ce type de remarques.

Ce d'autant que la conceptualisation propre au keynésianisme se montre sans ambiguïté sur la question de la consommation reportée à des fins d'épargne. Chez Keynes, les investissements et l'emploi sont déterminés par la demande effective. Dès lors, une décision de report de consommation n'augure rien de bon, chez Keynes, pour la croissance.

« Un acte d'épargne individuelle signifie, pour ainsi dire, une décision de ne pas dîner aujourd'hui. Mais il n'implique pas nécessairement une décision de commander un dîner ou une paire de chaussures une semaine ou une année plus tard, ou de consommer un article déterminé à une date déterminée. Il produit donc un effet déprimant sur l'industrie intéressée à la préparation du dîner d'aujourd'hui sans stimuler aucune des industries qui travaillent en vue d'un acte futur de consommation ».⁴ Pour arriver à cet énoncé, Keynes a auparavant posé, dans le chapitre VI de sa *Théorie Générale*, que l'épargne constitue une fraction non consommée du revenu. Ce chapitre, qu'il serait fastidieux de reproduire tel quel, balaie d'un revers de la main l'égalité entre l'investissement et l'épargne qui était le pilier de l'économie politique néoclassique. « Autant que nous sachions, personne ne conteste que l'épargne soit l'excès du revenu sur la dépense pour la consommation »⁵. Impossible donc d'être keynésien et de prêter tant de vertus à l'épargne.

On sera évidemment moins enclin à multiplier les préventions de ce type face à un banquier, notoirement néoclassique. On se contentera, dès lors, de procéder à un examen des faits. Notre illustre président de la Société Royale d'Économie Politique de Belgique, puisqu'il

² Arnaud Zacharie, *La stratégie commerciale de Trump est perdante*, le Vif (édition mise en ligne du 16 juillet 2018).

³ Schumpeter, J.A., *John Maynard Keynes 1883-1946* in *The American Economic Review* Vol. 36, No. 4 (Sep., 1946), p.516.

⁴ Keynes, J.M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), Éditions Payot, Paris, 1942, p.159.

⁵ Keynes, J.M., *op.cit.*, p.85.

entrevoit un lien entre la montée du protectionnisme aux Etats-Unis et la persistance d'un important déficit commercial dans ce pays, insiste pour que ces derniers ralentissent leur niveau de consommation afin de rééquilibrer leur balance vis-à-vis de l'extérieur.

Carré. Simple.

Sauf que les Etats-Unis ont déjà, au moins en partie, exaucé de tels vœux puisque la Fed procède, depuis l'année dernière, à des hausses systématiques de taux d'intérêt. Ces dernières marquent une rupture avec la politique monétaire accommodante du passé.

Sans vouloir jouer les mauvais esprits, on fera observer que cette orientation pose problème puisqu'en dopant le pouvoir d'achat du dollar, elle creuse le déficit commercial des Etats-Unis, poussant le camp des « populistes » à défendre un agenda protectionniste. Le réel semble donc plus complexe que ce que les (anti)populistes semblent vouloir en dire.

Revirements européens

En outre, les dirigeants européens n'ont pas l'air de suivre les fougueux représentants de leur société dite civile dans leurs diatribes antitrumpistes. Signe, peut-être, de ce que l'Union européenne est consciente de ses propres péchés en matière de protectionnisme. Avant de pousser des cris d'orfraie de ce côté-ci de l'Atlantique, il faut savoir que les Etats-Unis imposent des tarifs douaniers de 2,5% sur les voitures assemblées en Europe alors que les véhicules montés aux Etats-Unis se voient frapper d'une taxe douanière de 10% à l'entrée sur le territoire de l'Union européenne⁶.

Pour le détail, on signalera que ce sont les voitures qui sont taxées à hauteur de 2,5% à l'entrée du territoire américain. Par contre, les camionnettes et les pickups sont frappés d'un droit d'entrée de 25%. On retiendra que l'Union européenne, en revanche, ne taxe les véhicules de type utilitaire qu'à raison de 14%. La production de véhicules utilitaires légers était, au cours de l'année 2016, de 1.851.812 unités dans l'Union européenne et de 7.995.684 unités aux Etats-Unis⁷.

Pour les pickups, les compagnies dominantes aux Etats-Unis étaient les suivantes par ordre décroissant d'importance : General Motors, Ford, Dodge, Toyota, Nissan, Honda. On soulignera donc que 83% de la consommation de pickups aux Etats-Unis est couverte par des firmes locales avec comme leader General Motors et qu'on ne retrouve aucun constructeur européen parmi le Top 6 des ventes de pickups aux Etats-Unis. Les préférences du consommateur américain pour de puissantes cylindrées expliquent sans doute cet état de choses. Or, jusqu'il y a peu, les producteurs européens étaient absents de ce segment. En outre, les pickups européens sont, la plupart du temps, des reconversions de véhicules japonais déjà existants quand ce ne sont pas de simples copies de véhicules américains (comme c'est le cas de Fiat avec les modèles commercialisés par Dodge aux Etats-Unis). Pour comparer le poids des mesures protectionnistes dans le secteur automobile, il est donc davantage pertinent, vu les différences techniques entre véhicules fabriqués en Europe et aux Etats-Unis, de centrer l'analyse sur les taxes frappant les véhicules qui sont, contrairement aux pick ups, fabriqués dans des quantités comparables des deux côtés de l'Atlantique.

⁶ L'Usine Nouvelle, édition mise en ligne le 4 mars 2018.

⁷ International Organization of Motor Vehicle Manufacturers, mars 2018.

En tout état de cause, on ne peut guère affirmer que face à l'Europe, la stratégie commerciale de Donald Trump serait *ipso facto* vouée à l'échec. Fin juillet, Jean-Claude Juncker capitulait en rase campagne face aux exigences de Donald Trump. Tant que le gouvernement américain ne proférait pas de menaces contre le secteur automobile allemand, l'Europe se montrait, en effet, intraitable.

Résultat des opérations : « les tarifs frappant l'acier et l'aluminium européen ne sont pas levés, l'administration américaine se contentant de promettre qu'elle ne frappera pas les automobiles d'un droit de douane de 25 % (contre 12 % actuellement) tant que les négociations se poursuivront. Des négociations qui devraient porter sur l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires (les normes) aux échanges de biens industriels. La Commission s'est aussi engagée à ce que l'Europe achète « massivement », selon Trump, aux Américains du soja et du gaz de schiste »⁸. Trump a donc réussi à imposer un mini TTIP aux Européens⁹. Le tout avec la bénédiction des constructeurs automobiles allemands. Il faut croire que perdre l'accès à la première économie du monde, en termes de consommation de masse, les inquiétait et que cette menace leur a semblé, en définitive, plus brutale que « stupide » pour reprendre les termes utilisés un peu vite par un chroniqueur régulièrement sollicité sur la question par les média francophones du pays.

L'échec n'était donc pas au rendez-vous, côté yankee. Un tel décalage entre l'analyse et la réalité est tout sauf anodin. Il témoigne, selon nous, d'une compréhension biaisée des relations économiques internationales ainsi que du fonctionnement du capitalisme mondialisé depuis l'entrée en crise de ce dernier entre 2007 et 2008.

Petits malentendus

Il y a bien longtemps que la droite américaine ne prend plus guère au sérieux les protestations provenant de ce côté de l'Atlantique. L'analyste néoconservateur Robert Kagan¹⁰ avait, il y a de cela tout juste quinze ans, décodé les fondements philosophiques d'une divergence fondamentale entre Américains et Européens en matière de conception des relations internationales. Alors que les Européens militeraient pour la vision kantienne de la paix perpétuelle inhérente à un monde où règneraient la loi, la réglementation, la négociation et la coopération entre nations, les Etats-Unis envisageraient le domaine de la politique étrangère selon la conception hégélienne de la négativité dialectique. Cette approche des relations extérieures postule que le conflit constitue une dimension inhérente à la relation entre Etats puisqu'elle participe de la lutte universelle pour la vie. Là où il y a de la vie, il y a donc, chez Hegel, inévitablement de la lutte.

Force est de constater que Donald Trump, sans jamais avoir entendu parler de Hegel, a parfaitement intégré cette opposition de fond entre Européens et Américains. De ce point de vue, le retour à la brutalité hégélienne du monde aura particulièrement impressionné à Bruxelles. L'Amérique de Trump, en exigeant des autres membres de l'Otan une augmentation de leurs dépenses militaires à hauteur de 4% de leurs PIB respectifs, jouait sur du velours face à des Européens médusés. Cette approche qui mêle considérations stratégiques et objectif de réduction du déficit commercial a laissé les Européens bouche bée.

⁸ Libération, Les coulisses de Bruxelles, (blog de Jean Quatremer), Juncker. *Au service de BMW*, 29 juillet 2018.

⁹ L'Echo, 26 juillet 2018, p.7.

¹⁰ Kagan, R, *La Puissance et la Faiblesse. Les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Plon, Paris, 2003.

Le communiqué final du sommet Trump-Juncker montre l'étendue de la défaite des Européens. L'engagement des deux parties visant à « la suppression totale des droits de douane, des barrières non tarifaires et des subventions pour les biens industriels non automobiles ». On notera également la volonté de « réduire les obstacles pour accroître le commerce de services, de produits chimiques, de produits pharmaceutiques, de produits médicaux et du soja »¹¹. Ces réorientations mettent en péril les normes sanitaires qui, pour l'heure, protègent le territoire de l'Union européenne d'importations du complexe agroindustriel américain.

Ce communiqué rentrera dans l'Histoire. L'accusation qui a souvent été portée contre Donald Trump d'être « stupide » et de « ne rien comprendre à la mondialisation »¹² tombe, pour le coup, à plat. Il va de soi que l'engagement de suppression des droits de douane finira bien par concerner le secteur automobile.

On ignore, chez nous, que le premier exportateur à destination de l'Europe d'automobiles fabriquées aux Etats-Unis n'est autre que BMW qui a centralisé sa production de véhicules utilitaires sportifs (soit les modèles X3, X4, X5, X6 et à partir de 2019, X7) sur le site de Spartanburg en Caroline du Sud (la plus grosse usine de la firme dans le monde)¹³. Une diminution des droits d'entrée pour les BMW produites aux Etats-Unis ferait donc les affaires de l'économie américaine et d'un grand constructeur allemand. On ne pourra plus dire que l'administration Trump, en dépit des impressionnantes sautes d'humeur de sa tête de gondole, fonctionne en dehors des réalités de la mondialisation.

L'acier et l'aluminium n'ont jamais constitué autre chose, dans cette optique, qu'un levier pour une négociation. Cela rend, du coup, l'opération moins idiote et ses effets sont tout sauf dérisoires. On risque, en effet, de voir l'Europe entraînée à côté des Etats-Unis afin de « réformer l'OMC et de s'attaquer aux pratiques commerciales déloyales, notamment en ce qui concerne le vol de propriété intellectuelle, les transferts de technologie forcés, les subventions industrielles, les distorsions créées par les entreprises publiques et la surcapacité »¹⁴. Il est vrai que les Etats-Unis, depuis l'échec du cycle de Doha en 2006, ne sont plus seuls à piloter le commerce international. La déclaration conjointe formulée à l'issue de la rencontre ne laisse guère de place au doute. La Chine est clairement visée par les Etats-Unis et l'Europe vient de se retrouver embarquée dans le conflit naissant. Sa protection par l'Otan (donc l'armée américaine) a été mise dans la balance. Nos élites raffinées ont redécouvert la philosophie hégélienne et le caractère structurant du rapport de forces dans la relation internationale sous la férule d'un homme d'affaires grossier et inculte. Cocasse.

En tout état de cause, il ne sera possible de décréter que la stratégie de Donald Trump constitue un échec que si et seulement si le déficit commercial des Etats-Unis n'aura, à

¹¹ Ouest France, Juncker-Trump : le texte de la déclaration conjointe. Verbatim, édition mise en ligne le 26 juillet 2018. Url : <http://international.blogs.ouest-france.fr/archive/2018/07/26/trade-commerce-trump-juncker-ue-usa-19581.html>. Date de consultation : 1^{er} août 2018.

¹² Etienne de Callatay, *Protectionnisme à la Trump: dérisoire et idiot*, La Libre Belgique, 15 mars 2018.

¹³ Wall Street Journal, 10 juillet 2018.

¹⁴ Ouest France, Juncker-Trump : le texte de la déclaration conjointe. Verbatim, édition mise en ligne le 26 juillet 2018. Url : <http://international.blogs.ouest-france.fr/archive/2018/07/26/trade-commerce-trump-juncker-ue-usa-19581.html>. Date de consultation : 1^{er} août 2018.

variables macroéconomiques inchangées, pas diminué dans les mois qui viennent. Or, l'Europe semble s'y employer ardemment. Il était finalement prématuré de pronostiquer une défaite de la politique américaine.

Les Cassandre qui nous garantissaient, il y encore quelques mois, la débâcle du trumpisme auraient dû adopter une lecture des relations internationales en termes de rapports de forces. Ils auraient peut-être pu anticiper cette dérobade, finalement fort prévisible, de ce bon vieux protectorat US qu'est l'Union européenne...